

CONFÉRENCE DE COMPARAISONS INTERNATIONALES

GOUVERNANCE DES POLITIQUES ÉDUCATIVES

 LIVRET DU PARTICIPANT

#CCI_GOUVERNANCE

DU 15 AU 18 NOVEMBRE 2021

SOMMAIRE

PRÉSENTATION DE LA CONFÉRENCE

3

PLÉNIÈRE 1 - Enjeux de la mise en œuvre des politiques éducatives

5

Ouverture

Légitimation et régulation : deux ressorts de l'institutionnalisation des politiques éducatives

Acteurs de la mise en œuvre des politiques éducatives

Contextualisation et mise en œuvre des politiques éducatives

PANORAMA INTERNATIONAL

PLÉNIÈRE 2 - Contextes et sens des politiques éducatives : quelles incidences sur la mise en œuvre ?

9

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE - Expertise et mise en œuvre des politiques éducatives

BELGIQUE - Participation de la communauté éducative et mise en œuvre des politiques éducatives

SUISSE - Participation des citoyens et mise en œuvre des politiques éducatives

AUSTRALIE - Place des expérimentations et mise en œuvre des politiques éducatives

PLÉNIÈRE 3 - Gouvernance, accompagnement et outils de la mise en œuvre des politiques éducatives

11

CHILI - Politiques éducatives et trajectoires

BELGIQUE - Politiques éducatives, décentralisation et appropriation par les acteurs

INTERNATIONAL - Politiques éducatives, formation et accompagnement des enseignants

INTERNATIONAL - Politiques éducatives et évaluation

ATELIERS PARTICIPATIFS - MATIN

14

ATELIER 1 - Mise en œuvre des politiques éducatives et expertise scientifique

ATELIER 2 - Expérimentations et mise en œuvre des politiques éducatives

ATELIER 3 - Mise en œuvre des politiques éducatives et participation des parents et des élèves

ATELIER 4 - Mise en œuvre des politiques éducatives et relations entre l'Éducation nationale et les acteurs territoriaux et ministériels

ATELIER 5 - Mise en œuvre des politiques scolaires et engagement de la communauté éducative professionnelle

ATELIERS PARTICIPATIFS - APRÈS-MIDI

16

ATELIER 6 - Mise en œuvre des politiques éducatives et formation des cadres

ATELIER 7 - Mise en œuvre des politiques éducatives et formation des enseignants

ATELIER 8 - Mise en œuvre des politiques éducatives et accompagnement des personnels

ATELIER 9 - Mise en œuvre des réformes pédagogiques et accompagnement des enseignants

ATELIER 10 - Mise en œuvre et inscription des politiques éducatives dans la durée

ATELIER 11 - Mise en œuvre et évaluation des politiques éducatives

COMITÉ D'ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE

18

PRÉSENTATION

de la conférence de comparaisons internationales

UNE *conférence de comparaisons internationales* C'EST :

Le point culminant d'un **travail de long cours** du Cnesco avec son réseau de chercheurs, de praticiens et de partenaires institutionnels.



Des **ressources scientifiques** (rapports, études).

Des **résultats de recherche** ou des expériences originales présentés par des **experts internationaux** (séances plénières).



Des échanges entre **acteurs de la communauté éducative française** pour croiser les ressources et les expériences de terrain (ateliers participatifs).



Des **préconisations issues des ateliers**, publiées et reprises dans un dossier de synthèse quelques semaines après l'événement public.



La question spécifique de la **gouvernance des politiques éducatives** se pose dans tous les pays. Cette thématique est présente dans chaque situation d'école, et donc dans chaque dossier du Cnesco. Elle soulève de nombreuses interrogations, par exemple : quel est le rôle des experts, des médias, de l'opinion publique dans la mise en œuvre des politiques éducatives ? Comment s'organise la mise en mouvement d'acteurs, d'outils et de dispositifs institutionnels ou organisationnels dans ces mises en œuvre ? Quelles sont les actions de formation, d'accompagnement prévues pour conduire ces réformes ? Comment les réformes peuvent-elles s'inscrire dans la durée ?

Afin d'éclairer ces questions fondamentales, le Cnesco organise une conférence de comparaisons internationales (CCI), en partenariat avec l'université de Genève et France Éducation international (FEI) :

GOUVERNANCE DES POLITIQUES ÉDUCATIVES

DU 15 AU 18 NOVEMBRE 2021

Cette **conférence de comparaisons internationales** vise à croiser des expertises, des ressources scientifiques et des expériences étrangères et françaises. Elle permet aux acteurs du monde éducatif (Éducation nationale, collectivités territoriales, parents, etc.) d'appuyer leur réflexion sur des expériences concrètes de politiques éducatives menées à l'étranger et évaluées scientifiquement. C'est une occasion unique pour l'ensemble des acteurs de la communauté éducative de se rencontrer et d'échanger, forts d'expériences plurielles, sur une thématique qui les réunit. Ces échanges permettent de construire ensemble des pistes de préconisations à partir de résultats de la recherche et de témoignages de terrain.

Cette **conférence de comparaisons internationales** se déroule sur 4 jours, organisés en deux temps :

- **Trois séances plénières**, qui sont l'occasion d'échanger avec des experts internationaux de pays très variés, qui témoigneront de la façon dont se développe la mise en œuvre des politiques éducatives dans leur pays (Chili, Australie, République tchèque, Suisse, Belgique) : **elles se dérouleront intégralement en ligne les lundi 15, mardi 16 et mercredi 17 novembre 2021, de 12h à 15h.**
- **Des ateliers participatifs**, dans lesquels vous contribuerez à l'élaboration des préconisations du Cnesco : ils auront lieu en présentiel, **le jeudi 18 novembre 2021, de 10h à 12h30 et de 14h à 16h30.**

Conformément à la **methodologie du Cnesco** (qui se veut scientifique et participative), les ressources produites par les chercheurs issus de champs disciplinaires variés de cette conférence sont publiées et partagées : **1 rapport de cadrage** de la thématique de la conférence, **8 rapports scientifiques** de comparaisons internationales et **5 contributions case studies**, interrogeant la mise en œuvre de politiques éducatives dans des pays spécifiques. La conférence donnera ensuite lieu à un dossier de synthèse comprenant des préconisations issues des ateliers.

Qui sommes-nous ?

Le **Centre national d'étude des systèmes scolaires** (Cnesco) analyse et accompagne des politiques, dispositifs et pratiques scolaires. Il vise à améliorer la connaissance des systèmes scolaires français et étrangers afin de créer des dynamiques de changement dans l'école.

Depuis le 1^{er} septembre 2019, le Cnesco est rattaché au **Conservatoire national des arts et métiers** (Cnam), au sein du laboratoire Formation et apprentissages professionnels (Foap), et prend appui sur la chaire d'Évaluation des politiques publiques d'éducation, portée par Nathalie Mons.

Dans ce nouvel écosystème de l'enseignement supérieur et de la recherche, grâce au financement du **ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports** (MENJS), où il était anciennement positionné, le Cnesco poursuit les activités scientifiques et participatives qui ont fait son succès. Le Cnesco élargit cependant ses anciennes missions en s'adaptant à la stratégie d'établissement du Cnam. Il devient ainsi un centre d'étude, d'analyse et d'accompagnement des politiques et pratiques éducatives.

LUNDI 15 NOVEMBRE

PLÉNIÈRE 1

Enjeux de la mise en œuvre des politiques éducatives

➔ Ouverture



OLIVIER FARON

ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DU CNAM

Olivier Faron, professeur des universités, a été nommé administrateur général du Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) par décret du président de la République en date du 25 juillet 2013, renouvelé le 25 juillet 2018 pour une seconde période de 5 ans. Olivier Faron a été directeur général de l'École normale supérieure de Lyon entre 2012 et 2013.

Ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, agrégé et docteur en histoire, titulaire d'une habilitation à diriger des recherches, Olivier Faron a été membre de l'École française de Rome (1987-1990), chargé de recherches au CNRS (1990-2000) puis professeur des universités à Lyon-II (2000-2002) et Paris-IV Sorbonne (depuis 2003).

Ancien président de la Société de démographie historique, il a notamment été membre des conseils d'administration du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) et de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) ainsi que vice-président du Pôle de recherche et d'enseignement supérieur de l'université de Lyon.



NATHALIE MONS

RESPONSABLE DU CENTRE NATIONAL D'ÉTUDE DES SYSTÈMES SCOLAIRES (CNESCO), PROFESSEURE DU CNAM, TITULAIRE DE LA CHAIRE ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES D'ÉDUCATION

Responsable du Cnesco, Nathalie Mons est spécialisée dans l'action publique en éducation et consacre ses recherches à l'évaluation des politiques éducatives dans une perspective comparatiste internationale. Diplômée de Sciences-Po Paris, titulaire d'un doctorat en sciences de l'éducation et d'une habilitation à diriger des recherches en sociologie, Nathalie Mons a également été à l'initiative de la construction, à partir de 2007, d'un consortium francophone de formation en e-learning des cadres du ministère de l'Éducation nationale basés en France et à l'étranger.

Parallèlement, elle est membre de plusieurs comités scientifiques et éditoriaux de revues spécialisées, et participe régulièrement à des opérations d'évaluation dans l'enseignement supérieur (Agence nationale de la recherche, Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur). Nathalie Mons a été professeure invitée de 2008 à 2009 au *London Institute of Education* et intervient régulièrement comme experte pour la Commission européenne et l'OCDE (elle a été membre du consortium PISA en 2009). En 2012, elle a co-piloté la concertation pour la refondation de l'école de la République.



JEAN-FRANÇOIS CHESNÉ

COORDINATEUR EXÉCUTIF DU CNESCO

Professeur agrégé de mathématiques et docteur en didactique des mathématiques, Jean-François Chesné débute sa carrière comme enseignant en lycée et en collège, puis devient formateur pour le second degré à l'IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres) de Créteil.

En 2010, il occupe le poste de chef du bureau de l'évaluation des actions éducatives et des expérimentations à la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp - MENJS). Entre 2015 et 2019, il est directeur scientifique et secrétaire général du Conseil national d'évaluation du système scolaire.



Légitimation et régulation : deux ressorts de l'institutionnalisation des politiques éducatives



CHRISTIAN MAROY

CO-PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE (CCI), PROFESSEUR ÉMÉRITE DE SOCIOLOGIE, UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (CANADA) ET UCLouvain (BELGIQUE)

Christian Maroy est sociologue et économiste, professeur émérite de l'université catholique de Louvain, et professeur associé à l'université de Montréal. À ce titre et en tant que chercheur qualifié du Fonds de la recherche scientifique (FNRS), il a été co-fondateur et directeur du Groupe interdisciplinaire de recherche sur la socialisation, l'éducation et la formation (GIRSEF) entre 1998 et 2010. Il y a mené des recherches sur la formation professionnelle, les inégalités scolaires et le travail enseignant en Belgique, avant de diriger des recherches comparatives européennes sur les marchés scolaires et les nouveaux modes de régulation des systèmes éducatifs.

Il a été membre de la Commission de pilotage du système d'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles entre 2002 et 2010. À partir de 2010, il devient professeur titulaire au département Administration et Fondements de l'éducation de l'université de Montréal. Il dirige la chaire de recherche du Canada sur les politiques éducatives, où il mène des recherches comparées et multi-niveaux sur la mise en œuvre des politiques de gestion axée sur les résultats, au Québec, en France et en Belgique. Il a publié sur ses thèmes de recherche de nombreux livres et articles.

Il a également été invité à présenter ses travaux comme conférencier ou professeur invité en Allemagne, en Angleterre, en Belgique, au Brésil, au Canada, au Chili, en Espagne, en France, en Norvège, au Portugal et en Suisse.

→ Acteurs de la mise en oeuvre des politiques éducatives



BARBARA FOUQUET-CHAUPRADE

CO-PRÉSIDENTE DE LA CONFÉRENCE (CCI), MAÎTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN SOCIOLOGIE DES POLITIQUES SCOLAIRES, UNIVERSITÉ DE GENÈVE (SUISSE)

Barbara Fouquet-Chauprade est sociologue de l'éducation. Elle rejoint l'équipe du Groupe genevois d'analyse des politiques éducatives (GGAPE) à Genève en 2008, et retourne soutenir sa thèse de sociologie sur la ségrégation ethnique au collège à Bordeaux, en 2011. Elle est maîtresse d'enseignement et de recherche en sociologie des politiques éducatives depuis 2017. Barbara Fouquet-Chauprade travaille sur les inégalités scolaires, les politiques d'éducation prioritaire, l'école moyenne (secondaire 1) ou encore sur les compétences non académiques. Ses travaux et ses enseignements traitent également des questions de ségrégation, d'ethnicité et de migration. Barbara Fouquet-Chauprade utilise et enseigne les méthodes quantitatives (questionnaires, analyses secondaires de données) et qualitatives (observations, entretiens). Elle a créé l'unité évaluation des politiques et dispositifs scolaires (EvPo) du pôle Cité Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'université de Genève.

→ Contextualisation et mise en œuvre des politiques éducatives



CLAUDE LESSARD

CO-PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE (CCI), PROFESSEUR ÉMÉRITE D'ADMINISTRATION ET DES FONDEMENTS DE L'ÉDUCATION, UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (CANADA)

Depuis 50 ans, Claude Lessard participe au monde de l'éducation à titre de parent d'élèves, d'enseignant chercheur et d'administrateur universitaire. Il a été professeur de sociologie de l'éducation à la Faculté des sciences de l'éducation de l'université de Montréal, dont il a été le doyen de 1991 à 1995. Après avoir obtenu un baccalauréat et une maîtrise à l'université de Montréal, il a obtenu, en 1975, un doctorat de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario de l'université de Toronto. Il s'est intéressé à la sociologie et à la psychosociologie du travail enseignant et du corps enseignant, et à l'analyse des politiques éducatives et du changement en éducation.

Cofondateur du Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante (CRIFPE), il a enseigné à la Faculté des sciences de l'éducation de l'université de Montréal, au Département de sociologie et au programme de doctorat en sciences humaines appliquées, dont il a été le responsable de 2004 à 2008. Au début des années 1980, il a été membre du Conseil franco-québécois d'orientation pour la prospective et l'innovation en éducation (COPIE). De 2001 à 2006, il a été membre du Conseil supérieur de l'éducation du Québec, au sein duquel il a été président de la commission de l'enseignement primaire, en 2005-2006.

Membre de l'Académie des sciences sociales (Société royale du Canada), il a été titulaire de la chaire de recherche du Canada portant sur le personnel et les métiers de l'éducation. Il a été de 2011 à 2015 président du Conseil supérieur de l'éducation du Québec, puis, de 2016 à 2019, président du C.A. du Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec. Enfin, il a été membre du Conseil national de l'évaluation du système scolaire de France de 2013 à 2019. Il participe actuellement au mouvement québécois *Debout pour l'école !* et est membre du C.A. du mouvement *l'École ensemble*, qui lutte contre la ségrégation scolaire et pour une plus grande équité du système éducatif.



BEATRIZ PONT

OCDE (ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES)

Tout au long de sa carrière, Beatriz Pont a travaillé sur les politiques éducatives, le changement dans l'éducation et la gouvernance dans les écoles au niveau international. Au sein de la direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE, elle a mis en place et dirige le soutien au changement en matière d'éducation et à la mise en œuvre dans les pays de l'OCDE, et a travaillé avec de nombreux pays dans leurs efforts de réforme pour l'amélioration des écoles. Elle a également initié et dirigé une série comparative sur les réformes de l'éducation, sur la gouvernance des écoles, l'équité et la qualité de l'éducation et de la formation des adultes. Auparavant, Beatriz Pont était chercheuse au Conseil économique et social du gouvernement espagnol.

Beatriz Pont est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'*Universidad Complutense de Madrid*, d'une maîtrise en relations internationales de l'université de Columbia et d'une licence en sciences politiques obtenue à *Pitzer College* à Claremont en Californie. Elle a été chercheuse invitée au laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP) à Science Po Paris ainsi qu'à l'Institut des sciences sociales de l'université de Tokyo. Elle est membre de plusieurs conseils d'administration et a reçu un doctorat honorifique de l'université de *Sheffield Hallam*. Elle enseigne les politiques éducatives comparées à la *Paris School of International Affairs* (PSIA) de Sciences Po Paris, et donne des conférences internationales sur la conduite du changement dans l'éducation.

MARDI 16 NOVEMBRE

PLÉNIÈRE 2

Contextes et sens des politiques éducatives :
quelles incidences sur la mise en œuvre ?

➔ RÉPUBLIQUE TCHÈQUE - Expertise et mise en œuvre des politiques éducatives



STANISLAV ŠTECH

UNIVERSITÉ CHARLES DE PRAGUE (RÉPUBLIQUE TCHÈQUE)

Stanislav Štech est professeur de psychologie de l'éducation à l'université Charles de Prague, ancien directeur du Département de psychologie à la Faculté de l'Éducation de 1993 à 2010, et ancien vice-recteur de l'université Charles de Prague de 2003 à 2015. Il est également professeur invité à l'INRP (Institut national de recherche pédagogique), à l'université Paris 8 Saint-Denis, à la Maison des Sciences de l'Homme. Stanislav Štech a mené des recherches sur la socialisation scolaire, les relations entre la famille et l'école, la profession enseignante, et a contribué à l'introduction de la psychologie scolaire en République tchèque. En tant que vice-ministre et ministre de l'Éducation, il a contribué à la mise en œuvre de l'éducation inclusive en République tchèque. Il a également travaillé dans des institutions internationales comme l'OCDE et l'Unesco en tant que représentant de la République tchèque. En 2011, il a été promu Officier dans l'Ordre des Palmes académiques pour services rendus à la culture française dans le domaine de l'éducation.

➔ BELGIQUE - Participation de la communauté éducative et mise en œuvre des politiques éducatives



MARC ROMAINVILLE

UNIVERSITÉ DE NAMUR (BELGIQUE)

Marc Romainville est professeur à l'université de Namur, et directeur du Département Éducation & Technologie. Ses domaines privilégiés de recherche concernent l'échec et les pratiques étudiantes dans l'enseignement supérieur. Il s'intéresse également à l'évolution des pratiques enseignantes, notamment celles qui ont trait à l'innovation pédagogique, à l'évaluation des acquis et à l'évaluation des enseignements par les étudiants. Sur la base de sa longue expérience de formateur d'enseignants, il est actuellement impliqué dans le « Pacte pour un enseignement d'excellence » qui ambitionne de réformer en profondeur le système éducatif belge francophone via notamment l'instauration d'une formation commune, pluridisciplinaire et polytechnique pour tous les enfants de 2 ans et demi à 15 ans. Il préside actuellement la Commission des référentiels et des programmes de ce tronc commun.

➔ SUISSE – Participation des citoyens et mise en œuvre des politiques éducatives



BARBARA FOUQUET-CHAUPRADE

UNIVERSITÉ DE GENÈVE (SUISSE)

Barbara Fouquet-Chauprade est sociologue de l'éducation. Elle rejoint l'équipe du Groupe genevois d'analyse des politiques éducatives (GGAPE) à Genève en 2008, et retourne soutenir sa thèse de sociologie sur la ségrégation ethnique au collège à Bordeaux, en 2011. Elle est maître d'enseignement et de recherche en sociologie des politiques éducatives depuis 2017. Barbara Fouquet-Chauprade travaille sur les inégalités scolaires, les politiques d'éducation prioritaire, l'école moyenne (secondaire 1) ou encore sur les compétences non académiques. Ses travaux et ses enseignements traitent également des questions de ségrégation, d'ethnicité et de migration. Barbara Fouquet-Chauprade utilise et enseigne les méthodes quantitatives (questionnaires, analyses secondaires de données) et qualitatives (observations, entretiens). Elle a créé l'unité évaluation des politiques et dispositifs scolaires (EvPo) du pôle Cité Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'université de Genève.



GEORGES FELOUZIS

UNIVERSITÉ DE GENÈVE (SUISSE)

Georges Felouzis est professeur ordinaire à l'université de Genève et *Visiting Professor* à la *London School of Economics and Political Science* (automne 2021). Ses recherches portent principalement sur la sociologie des politiques éducatives, l'évaluation des systèmes éducatifs et les inégalités scolaires. Il enseigne et publie sur l'efficacité et l'équité des systèmes éducatifs, les comparaisons internationales dans le domaine de l'éducation, la sociologie des politiques éducatives, les inégalités scolaires, la ségrégation scolaire et les méthodes quantitatives en sciences sociales. Il a fondé en 2007 et dirige le Groupe genevois d'analyse des politiques scolaires (GGAPE).

➔ AUSTRALIE – Place des expérimentations et mise en œuvre des politiques éducatives



JENNY DONOVAN

AERO (AUSTRALIAN EDUCATION RESEARCH ORGANISATION, AUSTRALIE)

Jenny Donovan est la toute nouvelle et première directrice générale de l'*Australian Education Research Organisation* (AERO). Avant d'être nommée à ce poste, elle a créé et dirigé le *Centre for Education Statistics and Evaluation* (CESE) en tant que directrice générale pendant huit ans. Jenny Donovan a commencé sa carrière comme enseignante dans un lycée de la banlieue ouest de Sydney. Elle a occupé plusieurs postes dans le domaine de l'éducation, dans des secteurs opérationnels et politiques, notamment celui de directrice adjointe d'une agence d'évaluation de l'éducation à but non-lucratif à l'université de Nouvelle-Galles du Sud. Elle a été directrice générale de la *National Learning Progressions and Online Formative Assessment Initiative*, un projet de priorité nationale pour les ministres australiens de l'éducation. Elle est titulaire d'un doctorat en histoire de l'université de Sydney.

PLÉNIÈRE 3

Gouvernance, accompagnement et outils
de la mise en œuvre des politiques éducatives

➔ CHILI - Politiques éducatives et trajectoires



JOSE WEINSTEIN

UNIVERSITÉ DIEGO PORTALES (CHILI)

Jose Weinstein est sociologue à l'université du Chili et titulaire d'un doctorat en sociologie de l'université catholique de Louvain (Belgique). Il a été sous-secrétaire à l'éducation du Chili (2000-2003) et a été le tout premier ministre de la culture du Chili (2003-2006). Il a créé et dirigé des programmes sur l'amélioration des systèmes scolaires et le développement de la jeunesse. Son expérience et son expertise ont été sollicitées par d'importantes organisations internationales. Il a publié plus de 60 articles dans des ouvrages, des revues et des journaux portant sur l'éducation, les milieux défavorisés, la jeunesse et la culture. Il est actuellement directeur du programme de leadership en éducation (*Educational Leadership Program*) à l'université Diego Portales, où il est professeur titulaire. Ses travaux récents se sont largement concentrés sur le développement du leadership scolaire et l'amélioration de l'enseignement dans les écoles défavorisées.



CARLOS EUGENIO BECA

UNIVERSITÉ PONTIFICALE CATHOLIQUE (CHILI)

Carlos Eugenio Beca est professeur de philosophie à l'université pontificale catholique du Chili et spécialiste des politiques éducatives, notamment des questions liées à la profession d'enseignant. Il a développé diverses activités dans les secteurs public et universitaire. Entre 2000 et 2010, il a été directeur du *Centro de Perfeccionamiento, Experimentación e Investigaciones Pedagógicas* (CPEIP), du ministère de l'Éducation du Chili, l'organisme responsable des politiques et programmes de développement professionnel des enseignants. De 2011 à 2018, il a été membre du secrétariat technique de la stratégie régionale sur les enseignants pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'OREALC / UNESCO (*Oficina Regional de Educación para América Latina y el Caribe*) établie par des accords de l'UNESCO avec l'université pontificale catholique du Chili et avec l'université Diego Portales. Ces dernières années, il a mené des activités pédagogiques pour des directeurs d'école dans différentes universités chiliennes. Actuellement, il travaille comme chercheur associé au Centre de politiques éducatives comparées de l'école d'éducation de l'université Diego Portales, faisant partie du programme de leadership en éducation (*Educational Leadership Program*) au sein duquel il coordonne le projet de formation de cadres du système éducatif. Il préside également le comité de direction du service public local d'éducation de Barrancas de la région métropolitaine de Santiago. Il a été consultant pour des organisations internationales, telles que l'Unesco, l'Organisation des États ibéro-américains (OEI), l'Organisation des États Américains (OEA) et l'Institut inter-américain de coopération pour l'agriculture (IICA), dans plusieurs pays d'Amérique latine. Il est l'auteur de publications sur les politiques d'enseignement et le développement professionnel continu des enseignants.

➔ BELGIQUE – Politiques éducatives, décentralisation et appropriation par les acteurs



ESTELLE CANTILLON

UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES (BELGIQUE)

Estelle Cantillon est directrice de recherche au FNRS (Fonds de la recherche scientifique) et professeure d'économie à l'université libre de Bruxelles, membre associée à la *Toulouse School of Economics* et *research fellow* au CEPR (*Centre for Economic Policy Research*, Londres). Dans ses recherches, elle s'intéresse aux mécanismes d'allocation et à la façon de les adapter en fonction des objectifs poursuivis. Elle s'est intéressée dans ce cadre aux procédures d'inscriptions scolaires et a créé et animé pendant près de 10 ans un réseau européen, *Matching in Practice*, de chercheurs en économie, mathématiques, informatique et sociologie s'intéressant à ces questions dans le domaine de l'enseignement. Estelle Cantillon est titulaire d'un *Master of Philosophy* en économie de l'université de Cambridge et d'un doctorat de l'université d'Harvard, et a enseigné à l'université de Yale, à la *Harvard Business School*, ainsi qu'à la *Harvard Kennedy School of Government*.



JEAN-PIERRE VERHAEGHE

UNIVERSITÉ DE GAND ET UCLOUVAIN (BELGIQUE)

Jean-Pierre Verhaeghe est docteur en sciences de l'éducation à l'université de Gand (Belgique), et a été chercheur et professeur en éducation pendant plus de 35 ans, d'abord à l'université de Gand, et plus tard au Centre sur l'efficacité et l'évaluation de l'enseignement à l'université catholique de Louvain. Ses intérêts de recherche portent en particulier sur l'égalité des chances dans l'enseignement. Depuis 2012, Jean-Pierre Verhaeghe est conseiller politique au Commissariat flamand aux Droits de l'Enfant, et depuis 2003, président de la plateforme de concertation locale de Gand pour l'enseignement fondamental. En 2010-2011, en tant que président de la Commission sur la diversité et l'égalité des chances éducatives du Conseil flamand de l'éducation, un organe consultatif officiel du Parlement flamand, il a contribué à une réforme de la législation flamande sur les inscriptions scolaires qui visait une plus grande mixité sociale dans les écoles.

➔ INTERNATIONAL – Politiques éducatives, formation et accompagnement des enseignants



VINCENT DUPRIEZ

UCLOUVAIN (BELGIQUE)

Vincent Dupriez est professeur de sciences de l'éducation à l'université catholique de Louvain (Belgique). Après une formation initiale en psychologie sociale, il travaille dans la formation d'adultes et la formation initiale d'enseignants, avant de réaliser une thèse de doctorat en sciences de l'éducation. Depuis 1998, il développe ses recherches dans le cadre du Groupe interdisciplinaire de recherche sur la socialisation, l'éducation et la formation (GIRSEF) dont il a été le directeur entre 2010 et 2017. Ses recherches portent en particulier sur la régulation et la gouvernance de l'École, sur le groupe professionnel enseignant et sur les réformes pédagogiques. Il a aussi travaillé sur les théories de la justice qui permettent d'interroger les valeurs promues par les politiques éducatives, par la promotion de l'égalité à l'école et, plus récemment, par l'école inclusive.



CLÉMENT LACOUETTE-FOUGÈRE

SCIENCES PO PARIS ET UNIVERSITÉ PARIS-SACLAY (FRANCE)

Clément Lacouette-Fougère est chercheur et enseignant associé à Sciences Po Paris et à l'université Paris-Saclay (Laboratoire Printemps UMR 8085) spécialisé dans le domaine de l'analyse des politiques publiques et de l'innovation publique.

Pendant 4 ans, il a été chef de projet à la Direction interministérielle de la transformation publique (DITP, ministère de l'Action et des comptes publics) au sein de laquelle il a piloté la conception et le suivi des projets de transformation des ministères. Il a également contribué aux travaux des comités CAP22 et J22 lancés par le Premier ministre dans le cadre de la démarche Action Publique 2022. Précédemment, au sein du secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP - Services du Premier ministre), il a piloté le programme interministériel d'évaluation des politiques publiques. Il a également travaillé pendant 7 ans dans un cabinet de conseil spécialisé en évaluation, sur les thématiques d'éducation, de développement durable et de participation citoyenne.

Depuis 2013, il enseigne l'évaluation des politiques publiques au sein de la *Paris School of International Affairs* (PSIA) de Sciences Po Paris et intervient régulièrement dans le cadre de formations à l'évaluation pour différentes organisations (ENA, Cour des comptes, EHESP...). Il a conduit plusieurs travaux de recherche sur les administrations et les politiques publiques pour France Stratégie, pour le laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP), pour l'International Public Policy Association (IPPA) ou pour l'ENS-Cachan (ISP). Il est membre du comité scientifique de la *Revue Politiques & Management Public*.

JEUDI 18 NOVEMBRE

ATELIERS PARTICIPATIFS

➔ 10h – 12h30

ATELIER 1 – Mise en œuvre des politiques éducatives et expertise scientifique

Dans quelle mesure l'expertise scientifique peut-elle aider à la mise en œuvre des politiques éducatives ?

Sous-questions :

- Quelle(s) recherche(s) en éducation peu(ven)t aider à la mise en œuvre d'une politique éducative ?
- Comment organiser des interfaces/rencontres/lieux d'échange entre les chercheurs, les experts, les décideurs et les praticiens ?
- Comment articuler savoirs d'expériences et savoirs issus de la recherche pour soutenir la mise en œuvre d'une politique éducative ?

Animateur : Régis GUYON, responsable du pôle médiation et expertise, Institut français de l'éducation (Ifé)

Intervenants :

- Jean-François CERISIER, professeur des universités, université de Poitiers
- Maryan LEMOINE, maître de conférences, université de Limoges

ATELIER 2 – Expérimentations et mise en œuvre des politiques éducatives

Dans quelle mesure les expérimentations favorisent-elles la mise en œuvre des politiques éducatives ?

Sous-questions :

- Quelles conditions réunir dans l'organisation d'expérimentations pour faciliter la généralisation de résultats probants ?
- Quels sont les niveaux territoriaux de l'expérimentation (y inclure la question du passage à l'échelle) ?
- Quelles sont les conditions éthiques nécessaires au déclenchement des expérimentations ?

Animatrice : Isabelle ROBIN, direction générale de l'enseignement scolaire (Dgesco)

Intervenantes :

- Cécile BÉTERMIN, conseillère académique à la recherche, au développement, à l'innovation et à l'expérimentation (Cardie), académie de Poitiers
- Thérèse DE PAULIS, professeure de lycée professionnel en lettres-histoire, académie de Paris

ATELIER 3 – Mise en œuvre des politiques éducatives et participation des parents et des élèves

Quelle place et quels rôles des parents et des élèves dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques éducatives ?

Sous-questions :

- Quelles sont les conditions de réussite de la participation des parents et des élèves pour la mise en œuvre des politiques éducatives ?
- Comment communiquer, avec et auprès des parents et des élèves, sur la mise en œuvre des politiques éducatives ?
- Comment faire en sorte que les parents et les élèves les plus défavorisés soient associés à l'ensemble du processus de mise en œuvre ?

Animateur : Philippe BONGRAND, maître de conférences, Cergy Paris Université

Intervenants :

- Marie-Rose RODRIGUEZ-MARTINS, professeure des écoles, académie de Nancy-Metz
- Élèves du conseil des délégués pour la vie lycéenne du lycée Claude Monet, académie de Paris, accompagnés d'Emmanuelle HUCHER (conseillère principale d'éducation)

ATELIER 4 – Mise en œuvre des politiques éducatives et relations entre l'Éducation nationale et les acteurs territoriaux et ministériels

Quelles relations entre l'Éducation nationale, les collectivités territoriales et les acteurs ministériels hors Éducation nationale pour une meilleure mise en œuvre des politiques éducatives ?

Sous-questions :

- Comment penser la mise en œuvre d'une politique éducative intégrant efficacement les collectivités territoriales et les différents ministères concernés ?
- Quelle(s) nature(s) des relations (collaboration, co-construction, partenariat...) entre les acteurs territoriaux et ministériels pour une mise en œuvre des politiques éducatives ?
- Quels lieux et instruments pour penser des synergies efficaces entre les acteurs territoriaux et ministériels pour une mise en œuvre des politiques éducatives ?

Animatrice : Rozenn MERRIEN, présidente de l'Association nationale des directeurs et des cadres de l'éducation des villes et des collectivités territoriales (Andev), directrice générale adjointe de l'éducation de Noisy-le-Sec

Intervenants :

- Étienne BUTZBACH, coordinateur du réseau mixité du Cnesco, vice-président éducation et numérique de la Ligue de l'enseignement
- Christine LAUER, déléguée du préfet du Rhône

ATELIER 5 – Mise en œuvre des politiques scolaires et engagement de la communauté éducative professionnelle

Comment conforter la place de la communauté éducative professionnelle dans la mise en œuvre des politiques éducatives ?

Sous-questions :

- Où et quand organiser la concertation de l'ensemble de la communauté éducative professionnelle ?
- Comment (ou selon quelles modalités) organiser la participation de la communauté éducative professionnelle ?
- Quels canaux internes et externes (dont les médias et les réseaux sociaux) mobiliser pour communiquer avec la communauté éducative professionnelle ?

Animatrice : Maryse CHRÉTIEN, présidente de l'Association générale des enseignants des écoles et classes maternelles publiques (AGEEM)

Intervenants :

- Meryll HEFTI, directrice en charge des opérations complexes au sein de la direction générale des services, agglomération de Chaumont
- Thierry TOTI, principal, académie de Reims



14h – 16h30

ATELIER 6 – Mise en œuvre des politiques éducatives et formation des cadres

Comment faire pour que la formation des cadres ait des effets sur l'évolution des pratiques professionnelles et, a fortiori, sur la mise en œuvre des politiques éducatives ?

Sous-questions :

- Quelles politiques de formation des cadres pour conduire la mise en œuvre d'une politique éducative ?
- Quels contenus et quelles modalités de la formation des cadres pour conduire la mise en œuvre d'une politique éducative ?
- Quels rôles des cadres dans la formation des autres acteurs de la mise en œuvre d'une politique éducative ?

Animatrice : Marie-Danièle CAMPION, ancienne rectrice

Intervenants :

- Thierry RAIMBAUT, inspecteur de l'Éducation nationale enseignement technique / enseignement général, académie d'Amiens
- Françoise STURBAUT, proviseure, académie de Paris

ATELIER 7 – Mise en œuvre des politiques éducatives et formation des enseignants

Comment faire pour que la formation des enseignants ait des effets sur l'évolution des pratiques professionnelles et, a fortiori, sur la mise en œuvre des politiques éducatives ?

Sous-questions :

- Quelles politiques de formation des enseignants pour concevoir le changement et mettre en œuvre une politique éducative dans la classe ?
- Quels contenus et quelles modalités de la formation des enseignants pour conduire la mise en œuvre d'une politique éducative ?
- Comment penser et apprécier le « passage à l'échelle » dans les pratiques professionnelles des enseignants ?

Animatrice : Brigitte COURBET-MANET, directrice territoriale Réseau Canopé pôle Grand-Est

Intervenants :

- Franck BODIN, directeur de l'atelier Canopé du Val-de-Marne, et Christophe GUÉRARD, coordonnateur de la formation pour Réseau Canopé en Île-de-France
- Christine LEROY, conseillère pédagogique départementale, académie de Reims, et Thierry VASSE, directeur général adjoint délégué éducation enfance jeunesse à Orvault (Loire-Atlantique), vice-président de l'Association nationale des directeurs et des cadres de l'éducation des villes et des collectivités territoriales (Andev)

ATELIER 8 – Mise en œuvre des politiques éducatives et accompagnement des personnels

Comment accompagner efficacement les personnels pour mettre en œuvre une politique éducative (conseil, ressources pédagogiques...) ?

Sous-questions :

- Quels outils et instruments proposer aux personnels pour mettre en œuvre une politique éducative dans l'école ou l'établissement, et dans la classe ?
- Sur quels acteurs intermédiaires s'appuyer pour accompagner les personnels dans la mise en œuvre d'une politique éducative et conduire le changement au sein des écoles ou des établissements ?
- Quel(s) niveau(x) territorial(aux) choisir pour mobiliser les personnels pour mettre en œuvre une politique éducative ?

Animateur : Pascal ROQUET, professeur des universités, directeur du laboratoire Foap (Formation et apprentissages professionnels) au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam)

Intervenants :

- Juline HOMBOURGER, professeur de lettres modernes, académie de Créteil
- Thierry MERCIER, inspecteur de l'Éducation nationale, académie de Lille

ATELIER 9 – Mise en œuvre des réformes pédagogiques et accompagnement des enseignants

Comment accompagner efficacement les enseignants pour mettre en œuvre une réforme pédagogique ?

Sous-questions :

- Quels outils et instruments proposer aux enseignants pour mettre en œuvre une réforme pédagogique dans l'école ou l'établissement, et dans la classe ?
- Sur quels acteurs intermédiaires s'appuyer pour accompagner les enseignants dans la mise en œuvre d'une réforme pédagogique et conduire le changement au sein des écoles ou des établissements, et des classes ?
- Quel(s) niveau(x) territorial(aux) choisir pour mobiliser les enseignants pour mettre en œuvre une réforme pédagogique ?

Animateur : **Yannick LÉMONIE**, maître de conférences, Conservatoire national des arts et métiers (Cnam)

Intervenants :

- **Aurélien BRENDEL**, conseiller pédagogique de circonscription, académie de Paris
- **Catherine PASCUAL**, inspectrice de l'Éducation nationale mission maternelle, académie de Dijon

ATELIER 10 – Mise en œuvre et inscription des politiques éducatives dans la durée

Comment faire vivre dans la durée une politique éducative ?

Sous-questions :

- Quelles conditions dans l'élaboration des politiques éducatives pour faciliter leur inscription dans le temps ?
- Quel écosystème institutionnel pour penser des adaptations de politiques éducatives qui les inscrivent dans la durée ?
- Quelle participation des acteurs de la communauté éducative pour assurer la longévité d'une politique éducative ?

Animatrice : **Ariane AZÉMA**, déléguée générale de la Ligue de l'enseignement

Intervenants :

- **Alexandre BÉRENGER**, proviseur, académie de Normandie
- **Fatiha CHERARA**, inspectrice de l'Éducation nationale enseignement technique / enseignement général, académie de Créteil

ATELIER 11 – Mise en œuvre et évaluation des politiques éducatives

Comment l'évaluation peut-elle faciliter la mise en œuvre des politiques éducatives ?

Sous-questions :

- Quelles relations entre les évaluations *ex ante* et la mise en œuvre des politiques éducatives ?
- Comment des évaluations de politiques éducatives peuvent-elles faciliter leur mise en œuvre ?
- Comment développer des évaluations de politiques éducatives multi-acteurs et multi-niveaux ?

Animateur : **Étienne BUTZBACH**, coordinateur du réseau mixité du Cnesco, vice-président éducation et numérique de la Ligue de l'enseignement

Intervenants :

- **Cyril DESOUCHES**, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional, académie d'Orléans-Tours
- **Alain POTHET**, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional, académie de Créteil

COMITÉ D'ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE

Anissa AYOUB, chargée de missions au Centre national d'étude des systèmes scolaires (Cnesco)

Étienne BUTZBACH, coordinateur du réseau « Mixité » du Centre national d'étude des systèmes scolaires (Cnesco)

Jean-François CHESNÉ, coordinateur exécutif du Centre national d'étude des systèmes scolaires (Cnesco)

Maryse CHRÉTIEN, présidente nationale de l'Association générale des enseignants, des écoles et classes maternelles publiques (Ageem)

Brigitte COURBET-MANET, directrice territoriale Grand-Est, Réseau Canopé

Serge EBERSOLD, professeur du Cnam, titulaire de la chaire Accessibilité

Barbara FOUQUET-CHAUPRADE, co-présidente de la CCI, maître d'enseignement et de recherche en sociologie des politiques scolaires à l'université de Genève, responsable du pôle Évaluation des politiques et dispositifs scolaires (EVPO)

Laëtitia FRESNAY, conseillère pédagogique de circonscription, académie de Versailles

Virginie GOHIN, sous-directrice de la formation, des parcours professionnels et des relations sociales à la Direction générale des ressources humaines (DGRH - MENJS)

Régis GUYON, responsable du pôle Médiation et Expertise de l'Institut français de l'éducation (Ifé)

Juline HOMBOURGER, professeur de collège, académie de Créteil

Jean HUBAC, sous-directeur de l'innovation, de la formation et des ressources à la Direction générale de l'enseignement scolaire (Dgesc - MENJS)

Claude LESSARD, co-président de la CCI, professeur émérite d'administration et des fondements de l'éducation à l'université de Montréal

Janet LOONEY, chercheuse au sein de l'*Institute for Educational and Social Policies*

Stéphane LOPEZ, directeur du département coopération en éducation de France Éducation internationale (FEI)

Christian MAROY, co-président de la CCI, professeur associé à l'université de Montréal et à l'université catholique de Louvain

Rozenn MERRIEN, présidente de l'Association nationale des directeurs et des cadres de l'éducation des villes et des collectivités territoriales (Andev)

Nathalie MONS, responsable du Centre national d'étude des systèmes scolaires (Cnesco), professeure du Cnam, titulaire de la chaire d'Évaluation des politiques publiques d'éducation

Beatriz PONT, directrice de l'éducation et des compétences de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Hubert SALAÜN, administrateur de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (Peep)

Olivier SIDOKPOHOU, inspecteur général de l'éducation, du sport et de la jeunesse (IGÉSR), responsable du collège « Expertise disciplinaire et pédagogique »

Saïd YACOUB, Inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional « Établissements et vie scolaire » (IA-IPR EVS), académie de Créteil



le cnam Cnesco

Centre national d'étude des systèmes scolaires

CENTRE NATIONAL D'ÉTUDE DES SYSTÈMES SCOLAIRES CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

41 rue Gay-Lussac - 75005 PARIS

06 98 51 82 75 - cnesco@lecnam.net

www.cnesco.fr



RÉSEAU CANOPÉ

4 avenue du Futuroscope Téléport 1

CS 80158 86961 FUTUROSCOPE

05 16 01 76 26 / www.reseau-canope.fr



FRANCE ÉDUCATION INTERNATIONALE

1 avenue Léon Journault - 92318 SÈVRES

01 45 07 60 00

www.france-education-international.fr



UNIVERSITÉ DE GENÈVE

FACULTÉ DE PSYCHOLOGIE
ET DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION

UNIVERSITÉ DE GENÈVE

24 rue du Général Dufour - 1211 GENÈVE 4

+41 (0)22 379 71 11

www.unige.ch

Cette conférence de comparaisons internationales est organisée par le Cnesco dans le cadre d'une convention de partenariat entre le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (MENJS), France Éducation international (FEI) et le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam).

RETROUVEZ LES DERNIÈRES ACTUALITÉS DU CNESCO :



www.cnesco.fr



Cnesco



Cnesco



Cnesco